

Plan global de lutte contre les homicides liés aux règlements de comptes et narcotrafiquants.

Guadeloupe – Martinique – Antilles

L'octroi de deux forces mobiles supplémentaires :

- **Une unité de projection rapide,**
- **ainsi qu'un escadron de gendarmerie mobile,**

nouvellement créés grâce à la LOPMI de 2022, afin de renforcer durablement la présence des forces de sécurité sur le terrain, rassurer la population et lutter efficacement contre la délinquance violente.

La création d'une Cellule de Renseignement Opérationnel Stupéfiants (CROSS) afin de centraliser le renseignement, partager les informations entre les services, coordonner l'action des services de l'État impliqués et orienter les interpellations ainsi que les opérations judiciaires ciblant les réseaux criminels.

Le renforcement et la présence accrue des Centaures de la Gendarmerie nationale, dans un contexte inédit d'ultra-violence marqué par l'usage d'armes à feu et d'armes de guerre par des narcotrafiquants lourdement armés.

Le renforcement considérable du dispositif OFAST Antilles–Guyane, avec l'affectation d'OPJ supplémentaires spécialisés, afin de conduire des procédures judiciaires lourdes et durables de démantèlement des réseaux de trafic de stupéfiants.

L'augmentation des capacités d'action de la Marine nationale, couplée à un renforcement substantiel des moyens des Douanes, pour multiplier les interceptions et permettre des saisies massives et répétées de stupéfiants et d'armes dans les zones maritimes entourant la Guyane, la Guadeloupe et la Martinique.

Renforcement judiciaire, carcéral et stratégique

La création d'une juridiction spécialisée ou d'un pôle judiciaire renforcé dédié à la criminalité organisée et aux homicides liés aux stupéfiants dans les Antilles, sur le modèle des juridictions nationales spécialisées, afin de centraliser les procédures, accélérer les enquêtes et sécuriser magistrats et enquêteurs.

Projection d'une unité de la BRAV-N lors du carnaval

Le renforcement massif du renseignement pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires ultramarins, de nombreux règlements de comptes étant commandités ou pilotés depuis la détention :

- isolement strict des têtes de réseaux,
- écoutes renforcées,
- transferts rapides en métropole des profils les plus dangereux.

La mise en place d'une task force dédiée à la lutte contre les armes de guerre, intégrant police, gendarmerie, douanes et partenaires internationaux, afin de démanteler les filières d'importation d'armes utilisées dans les homicides.

Le déploiement pérenne et non ponctuel d'unités d'intervention spécialisées (BRI / RAID projetables), capables d'intervenir immédiatement contre les individus ultra-violents identifiés, afin de reprendre le contrôle du terrain, y compris de nuit.

Frappes financières et protection des témoins

La généralisation des saisies et confiscations patrimoniales, avec un renforcement de l'AGRASC, pour frapper les réseaux au cœur de leur modèle économique : argent, biens immobiliers, véhicules et commerces servant au blanchiment.

Le déploiement d'un dispositif renforcé de protection des témoins, incluant relogement hors territoire et anonymisation accrue, afin de briser la loi du silence qui protège les auteurs d'homicides.

Un renforcement des dispositifs de lutte contre la corruption et les fuites d'informations, par des contrôles accrus, des rotations de personnels sur les postes sensibles et des enquêtes administratives systématiques en cas de soupçon.

Reconnaissance politique du niveau de menace

La reconnaissance officielle d'une situation exceptionnelle de narcoviolence en Guadeloupe et en Martinique, justifiant des moyens policiers, judiciaires, pénitentiaires et militaires renforcés, coordonnés et durables, à la hauteur de la menace criminelle subie par les populations.